



Doc. 14647

11 octobre 2018

L'aide financière en faveur du Kazakhstan doit être suspendue, à moins que des progrès importants en matière de droits de l'homme ne soient réalisés

Déclaration écrite n° 663

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

La détérioration constante de la situation des droits de l'homme au Kazakhstan demeure une grave préoccupation.

Comme indiqué dans la déclaration écrite n° 660, plus de 140 personnes ont été arrêtées et environ 40 ont été incarcérées. Iskander Yerimbetov, Ablovas Dzhumayev, Kezhenbek Abishev, Almat Zhumagulov, Muratbek Tungishbayev sont des exemples de nombreuses personnes persécutées politiquement qui sont privées du droit à un procès équitable. Le Conseil de l'Europe doit appeler les autorités kazakhes à libérer immédiatement les 30 personnes répertoriées par le Comité de la Protection des Prisonniers Politiques et à cesser de poursuivre des manifestants pacifiques, des blogueurs et des avocats.

Le 7 octobre 2018, Elena Semenova, défenseure des droits de l'homme du Kazakhstan, n'a pas été autorisée à quitter le pays pour participer à des réunions avec des membres de l'Assemblée parlementaire.

L'Union européenne a financé le projet «Améliorer la justice pénale au Kazakhstan», doté d'un budget de 5,5 millions d'euros, tandis que le Conseil de l'Europe et l'Union européenne ont cofinancé le programme «Soutien aux autorités kazakhes pour améliorer la qualité et l'efficacité du système judiciaire kazakh». Selon les rapports des organismes de surveillance des droits de l'homme et des organismes de surveillance internationaux indépendants, les résultats présentés officiellement ne correspondent pas à la réalité.

Nous exhortons l'Union européenne et le Conseil de l'Europe à suspendre leur soutien financier au Kazakhstan, à moins que celui-ci ne fasse de réels progrès en matière de droits de l'homme.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

OMTZIGT Pieter, Pays-Bas, PPE/DC
BARDELL Hannah, Royaume-Uni, NI
BARNETT Doris, Allemagne, SOC
BRUIJN-WEZEMAN Reina, de, Pays-Bas, ADLE
COAKER Vernon, Royaume-Uni, SOC
CREASY Stella, Royaume-Uni, SOC
FIALA Doris, Suisse, ADLE
GAVAN Paul, Irlande, GUE
GOODWILL Robert, Royaume-Uni, CE
GUNNARSSON Jonas, Suède, SOC
GURMAI Zita, Hongrie, SOC
JANSSON Eva-Lena, Suède, SOC
JONES Susan Elan, Royaume-Uni, SOC
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
MULLEN Rónán, Irlande, PPE/DC
MUNYAMA Killian, Pologne, PPE/DC
MURRAY Ian, Royaume-Uni, SOC
O'REILLY Joseph, Irlande, PPE/DC
OHLSSON Carina, Suède, SOC
RAMPI Roberto, Italie, SOC
ROJHAN GUSTAFSSON Azadeh, Suède, SOC
SANDBÆK Ulla, Danemark, GUE
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SHEHU Tritan, Albanie, PPE/DC
SOTNYK Olena, Ukraine, ADLE
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC
SUTTER Petra, De, Belgique, SOC
TRUSKOLASKI Krzysztof, Pologne, ADLE
VEN Mart, van de, Pays-Bas, ADLE
WHITFIELD Martin, Royaume-Uni, SOC
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

Total = 31

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe